

de sortir de l'Union française ne pourrait qu'amener, avec une pseudo-indépendance, illusoire et momentanée le renforcement de l'impérialisme. » Par crainte de renforcer un autre impérialisme, les communistes défendent le leur en s'opposant fermement à toute indépendance des colonies françaises. Bien sûr, ils ne renient pas formellement les principes léninistes qu'ils affirment toujours valables : « A croire ceux qui nous accusent d'abandonner la doctrine marxiste-léniniste, nous aurions renoncé aux principes du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, jusque et y compris le droit à la séparation. Rien n'est plus faux. Nous sommes et nous restons partisans de ce grand principe, mais là encore, fidèles à la doctrine marxiste-léniniste, ... nous devons tenir compte des situations nationales et internationales » (Loseray). Or, pour le parti communiste, les conditions de l'indépendance ne sont pas remplies. Les colonies sont menacées par des « agissements anti-français ». Les trusts, qui voudraient revenir aux temps du colonialisme le plus féroce, les féodaux indigènes exploitent le désir de liberté des peuples coloniaux pour les conduire à des « aventures anti-françaises ». En fait, ils veulent affaiblir la France démocratique qui lutte contre les trusts, pour une démocratie véritable, en essayant de séparer les peuples coloniaux du peuple français ; mais, en agissant ainsi, ils font le jeu de l'impérialisme. Car les colonies, si longtemps dominées sur le plan économique et politique « sont absolument incapables d'exister économiquement et par conséquent, politiquement comme nations indépendantes » (Loseray). L'indépendance des colonies, selon Loseray, est impossible à concevoir autrement « que comme passage sous une domination différente ».

Il est à remarquer que les exemples pris à ce sujet concernent surtout l'Afrique du Nord ; la question du Vietnam est, en général, passée sous silence.

Aussi, les nationalistes qui réclament l'indépendance « sont des agents conscients ou inconscients d'un autre impérialisme » Caballero, secrétaire du parti communiste algérien le 18 juin 1945). Le parti communiste n'hésite pas à appeler à la répression contre les nationalistes. A propos des manifestations de Sétif, le Comité Central publie dans *L'Humanité* du 12 mai 1945 le communiqué suivant : « Il faut tout de suite châtier impitoyablement et rapidement les organisateurs de la révolte et les hommes de mains qui ont dirigé l'émeute. » Les militants du Parti Populaire Algérien sont traités « d'agents hitlériens » et de provocateurs dont il faut exiger le châtiement rapide et impitoyable. La répression ne manqua pas de l'être. Les dirigeants du Vietminh ne sont certes pas traités de cette manière. Ho Chi Minh est connu comme dirigeant communiste et le parti communiste français ne peut se permettre d'avoir une position si tranchée. De plus, les dirigeants du Vietminh, tout en restant profondément attachés à la réalisation d'une indépendance complète, ne rejettent pas l'Union française ; au contraire, ils font maintes et maintes déclarations sur la nécessaire union entre les peuples de France et du Vietnam.

Cependant, la démarche du parti communiste reste fondamentalement la même. Son opposition à la guerre du Vietnam est due essentiellement à la volonté de ne pas mettre en péril la cohésion de l'Union française. C'est l'intérêt national qui exige

la fin de la guerre. Les hostilités entre la France et le Vietnam ne peuvent qu'aboutir à ruiner les positions des intérêts, l'influence de la France en Extrême-Orient. « Le développement de la guerre impliquerait le recours prochain de la France à l'aide financière et militaire de l'étranger, c'est-à-dire l'aliénation de notre indépendance nationale. » Là encore, on retrouve le souci du parti communiste de ne pas affaiblir la France par la perte de ses colonies, de ne pas la faire tomber sous l'influence de l'étranger. « L'intérêt de la France exige qu'il soit mis un terme à la dissociation de l'Union française au profit de certains impérialismes. » (Appel du comité central le 3 mai 1947.)

Si le parti communiste français refuse l'indépendance pour les peuples coloniaux, il ne peut pas cependant n'avancer aucune solution pour améliorer leur sort. Il en va de son audience dans les colonies mais aussi de la réalisation de ses objectifs : s'il ne proposait rien, les populations coloniales auraient tendance à croire que la France se désintéresse de leur sort et que leur seul intérêt est de lutter pour l'indépendance. C'est pourquoi le parti communiste insiste tant sur le fait que la France doit apparaître aux peuples coloniaux comme une France démocratique et renouvelée. La mission nouvelle des autorités doit être de « faire aimer la France ». « Une politique de confiance et de collaboration loyale » doit permettre de donner à cette union la « cohésion et la force ». D'où la défense de l'Union française doit elle s'accompagner de réformes sinon on risque le détachement des peuples des colonies vis-à-vis de la France. Pour le parti communiste, il y a identité d'intérêts entre les peuples des colonies et le peuple français : tous deux luttent contre un même ennemi : les trusts, pour la démocratisation des institutions, pour davantage de liberté ; les peuples coloniaux « réalisent que leur avenir est lié au triomphe de la France nouvelle populaire, débarrassée des trusts ». « La lutte entreprise par le peuple français pour l'instauration d'une démocratie réelle est la garantie de leur accession à une vie meilleure, à une vie libre, car ils bénéficieront des avantages de cette démocratie » (Loseray). Aussi, les peuples coloniaux ont-ils tout intérêt à rester attachés à la France.

Le rôle de la France nouvelle doit être de supprimer « les méfaits du colonialisme ». Le parti communiste français ne revient pas sur l'analyse du colonialisme, mais, pendant toute une période, ses dénonciations se font très rares. C'est seulement vers le début de l'année 1947 que des critiques, des analyses sur la situation économique des colonies apparaissent, et, encore, dans des revues peu diffusées comme « Les Cahiers du communisme ». Cette analyse du colonialisme explique, en partie, comment le parti communiste français entend procéder à des réformes économiques et sociales aux colonies. Prenons un exemple : le Vietnam.

Le Vietnam est source de matières premières et de produits agricoles, débouchés de produits industriels. C'est la Métropole qui détermine les prix, les salaires, les conditions d'exploitation des richesses. La production est organisée en fonction des besoins de la Métropole ; on ne développe pas ce en quoi la Métropole est riche, mais ce dont elle a besoin. Elle s'approprie les terres les plus riches pour les grandes plantations d'hévéas. Les conséquences sociales sont les suivantes :